

# Innovation : comment faire mieux encore ?

Isabelle Bourgeois

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/4363>

DOI : 10.4000/rea.4363

ISBN : 978-2-8218-1136-2

ISSN : 1965-0787

### Éditeur

CIRAC

### Édition imprimée

Date de publication : 16 décembre 2011

Pagination : 37-38

ISSN : 1156-8992

### Référence électronique

Isabelle Bourgeois, « Innovation : comment faire mieux encore ? », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 103 | décembre 2011, mis en ligne le 20 décembre 2011, consulté le 15 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/rea/4363>

---

Ce document a été généré automatiquement le 15 septembre 2020.

© CIRAC

---

# Innovation : comment faire mieux encore ?

Isabelle Bourgeois

---

## R&D : 2,82 % du PIB en 2010

- 1 En 2010, les dépenses de R&D de l'Allemagne devraient s'être élevées à 2,82 % du PIB. C'est mieux que la moyenne européenne, évaluée à 1,9 %, mais l'objectif des 3 % fixé en 2000 n'est pas atteint, en Allemagne non plus. Dans l'UE, seules la Suède et la Finlande (respectivement 3,96 % et 3,62 %) dépassaient ce seuil en 2009, suivies par l'Allemagne (2,82 %) et la France (2,21 %) ; la moyenne de l'UE 27 se situait à 2,01 %.

## Part du secteur privé : 1,89 %, ...

- 2 En 2010, la part du secteur privé était de 1,89 % en Allemagne. Depuis 2008, la part de l'Etat est en progression, note le *Stifterverband für die Deutsche Wissenschaft*, une association de mécènes privés pour la promotion de la recherche, qui évalue tous les ans l'effort de R&D des entreprises et qui a présenté ses dernières statistiques le 5 décembre ([www.stifterverband.de](http://www.stifterverband.de)). Alors qu'en 2009 et 2010, la part des établissements de recherche publics est restée inchangée (0,41 % du PIB), celle des universités a légèrement augmenté (passant de 0,49 % à 0,51 %), compensant la légère baisse des dépenses privées (passées de 1,91 % à 1,89 %).

## ... soit près de 47 milliards €

- 3 En 2010, sur un total de dépenses de 69,7 milliards €, les entreprises ont investi 46,93 milliards € (+3,7 % en un an). A ce montant affecté à la R&D en interne, il faut ajouter quelque 10,9 milliards € destinés à la recherche sur contrat confiée à des partenaires. En 2011, les dépenses de R&D en interne devraient monter à 49,34 milliards €, puis passer à 49,9 milliards € en 2012. L'optimisme des entreprises est

solide ; elles considèrent l'innovation comme la meilleure stratégie pour résister aux crises et maintenir, voire développer leur compétitivité (voir REA 90/2009). Ainsi, même en 2009, année de profonde récession, elles n'avaient guère réduit leur effort (45,27 milliards engagés).

## En tête, les branches phares

- 4 Comme toujours, c'est l'industrie automobile qui se taille la part du lion, avec un tiers de ces dépenses (31,6 %) en 2010 et la plus forte hausse en un an (+7,2 %). Viennent ensuite l'électrotechnique (15,6 %) et la construction mécanique (9,8 %) qui ont accru elles aussi leurs efforts. A l'inverse, l'industrie pharmaceutique (8 %) et la chimie (6,7 %) les ont réduits, mais cette baisse est due exclusivement à quelques géants mondiaux en difficulté sur le marché mondial, l'écrasante majorité des entreprises de ces secteurs poursuivant le développement de leur R&D.
- 5 Au total, l'économie allemande se montre très innovante, surtout ses branches phares qui tirent l'activité. Mais l'Allemagne ne doit pas se reposer sur ses lauriers, insiste Arend Oetker, président du *Stifterverband*. Car les forces cachent aussi des faiblesses. Ainsi, le fait que les entreprises financent leur R&D majoritairement sur fonds propres « peut se révéler une menace » à terme, insiste-t-il, pour réclamer l'adoption, en Allemagne aussi, d'un crédit impôt-recherche sur le modèle français.

## Innovationsindikator 2011 : une approche axée sur la praxis

- 6 L'Allemagne est bien positionnée – raison de plus pour se livrer à un *benchmarking* détaillé. C'est là l'objet de cet *Innovationsindikator 2011* publié en octobre. Financée par la Fédération de l'industrie (BDI) et la Deutsche Telekom Stiftung, et réalisée conjointement par l'institut Fraunhofer ISI, l'institut ZEW et la United Nations University (UNU-MERIT), l'édition 2011 de ce rapport d'évaluation de la capacité à innover ([www.innovationsindikator.de](http://www.innovationsindikator.de)), dont la première était parue en 2005, est elle-même innovante. Pour la première fois en effet, les experts ne se sont pas contentés de se livrer à l'exercice classique de la comparaison internationale des modèles et indicateurs respectifs, mais ont centré leur approche sur les forces et faiblesses de l'Allemagne. L'objectif étant de mieux centrer leur analyse sur les interrogations et les besoins concrets des responsables politiques et économiques allemands.

## Un modèle d'analyse innovant...

- 7 Dans leur palmarès général, l'Allemagne est remontée en 4<sup>e</sup> position, où elle figure désormais après la Suisse, Singapour et la Suède (la France occupe la 14<sup>e</sup> place). Le message de ce classement est clair : « un pays ne peut conserver durablement sa place [parmi les meilleurs] que s'il ne cesse de travailler pour s'y maintenir ». Or pour que les décideurs puissent agir en ce sens, il faut qu'ils aient une vision d'ensemble. Le rapport propose donc une approche holistique du concept d'innovation (courante au demeurant en Allemagne), compris comme un processus dynamique d'interactions permanentes entre les sphères de l'économie, de la science, de la formation, auxquelles s'ajoutent –

ce qui est nouveau – la société et ses valeurs. Dès lors, l'analyse du processus d'innovation est très fine et innovante.

## ... mais des recommandations très convenues

- 8 Mais les conclusions qu'en tirent les experts pour le rendre plus performant encore semblent, elles, plutôt convenues. Eux aussi plaident – une revendication consensuelle outre-Rhin – pour l'adoption d'un crédit impôt-recherche pour les entreprises. Ils insistent pour réformer en profondeur le système universitaire afin de le rapprocher du marché et de lui permettre d'offrir de meilleures perspectives aux chercheurs. Mais leurs arguments restent en surface, ne développant pas l'analyse en profondeur du besoin de réforme telle que l'avaient présentée par exemple en 2008 le BDI et la fédération des employeurs (voir REA 88/2008) ; il est vrai que cela aurait dépassé le cadre de l'étude. Ils soulignent de même qu'il convient d'accroître la mobilité des « meilleures têtes » et d'attirer notamment la main-d'œuvre qualifiée en provenance des pays tiers pour combler la pénurie régulièrement évoquée ; or ce constat de pénurie est problématique (voir dans ce numéro). Enfin, cédant comme tous leurs homologues à la panique face aux études de l'OCDE qui épinglent régulièrement l'Allemagne pour son nombre présumé trop faible de diplômés du supérieur, les auteurs jettent un regard trop critique sur le système dual de formation, estimant qu'il conviendrait d'y accroître la part des savoirs théoriques. Or cette lecture fait fi des forces mêmes d'un système d'apprentissage foncièrement axé sur l'adaptabilité et la capacité de réaction au changement (voir dans ce numéro).
- 9 L'*Innovationsindikator 2011* n'en demeure pas moins très riche d'enseignements sur le fonctionnement intime du système d'innovation allemand, ainsi que sur les réflexions menées pour le développer afin qu'il reste parmi les plus performants.

---

## INDEX

**Mots-clés** : R&D, recherche, innovation, dépenses, budget, compétitivité, entreprise, financement